



LIMINAIRE DU SNJ CSE RÉSEAU – AVRIL 2021

## Une régionalisation tuée dans l'œuf

Lors de la dernière commission économie et structure, nous avons constaté avec étonnement, pour ne pas dire avec effroi, que le budget 2021 du réseau ne prévoyait pas un centime d'euro supplémentaire pour les futures offres régionales qui devront pourtant voir le jour à partir de la rentrée de septembre prochain.

C'est un budget très ordinaire, pour ne pas dire timoré, et si peu novateur.

Les futurs programmes des télévisions régionales se feront, qu'on se le dise, avec des moyens en baisse et donc à flux tendu, sans aucun apport de l'entreprise, qui pourtant réalise des économies substantielles en temps de pandémie.

Ce paradoxe continue de nous interroger...

Si cette direction veut réellement relancer l'offre régionale, pourquoi ne propose-t-elle pas de vrais investissements au lieu de nous présenter un énième plan de rigueur et d'austérité calqué sur les précédents budgets qui sont rabotés depuis plus d'une décennie ?

La méthode du 18h30 sans aucun moyen supplémentaire va donc faire des petits dans les régions avec son cortège de risques psychosociaux, de démotivations, de désillusions et de souffrances au travail.

Que seront devenues les belles idées généreuses et novatrices issues des ateliers de la régionalisation, faute d'investissement ? Au mieux, elles sont sur l'étagère, au pire, elles ont subi un classement vertical.

En somme, vous avez déjà tué la régionalisation dans l'œuf.

Cette méthode dénuée d'ambition passe par la politique du fait accompli.

Vous nous répétez que le cadre financier est contraint. Certes, on connaît cette litanie et bien avant votre arrivée, monsieur Desnoyers, car le réseau a déjà payé le prix fort à plusieurs reprises, ce que vous semblez ignorer.

Mais pour nous, la régionalisation ne doit pas se faire en détruisant les métiers qui font la richesse du réseau régional.

Tous ces passages en force de la direction témoignent du mépris affiché envers les salariés du réseau, et ce sont autant d'entorses au dialogue social que vous érigez pourtant comme un étendard aujourd'hui en berne.

Vous nous dites souvent que vous n'avez pas de plan caché, que tout se fera dans la concertation et l'échange, mais ce ne sont que des éléments de langage pour habiller joliment les destins funestes que vous projetez.

Funestes car vos projets se conjuguent avec une casse programmée des métiers.

Dernier exemple en date, les maquilleuses bientôt remplacées par des prestataires via des appels d'offres qui démontrent tout votre désintérêt affiché pour cette profession essentielle à notre activité.

Dans votre esprit, il n'y a plus de journalistes, de monteurs, de vidéos, d'OPS ni d'OPV, pas plus d'assistants d'antenne ou d'administratifs, mais seulement des salariés de l'audiovisuel public. Une masse salariale protéiforme à laquelle vous êtes prêts à demander tout et n'importe quoi.

Donner à tous les salariés l'occasion de fabriquer des contenus, c'est mépriser le travail et la spécificité des métiers de techniciens et de journalistes du réseau.

De la même façon, généraliser les unités de tournage avec smartphone (UTS), c'est mettre à mal la qualité de toute la chaîne de la mise en images. Demandez donc aux JRI qui ont des caméras professionnelles ce qu'ils en pensent.

Laisser une Intelligence Artificielle programmer des contenus sur le web, c'est ne plus faire confiance à l'intelligence humaine et préférer la soumission du robot, ses interprétations hasardeuses et son insensibilité.

En matière d'emploi aussi rien de nouveau sous le ciel de la régionalisation, les départs en RCC sont loin d'être remplacés et certaines antennes continuent de souffrir du manque d'effectifs pour assurer l'essentiel.

Rien de nouveau à une exception près : le nouveau Plan de Continuité de l'Activité en place depuis un mois et qui doit être prolongé d'une ou deux semaines, quand bien même les écoles rouvrent leurs portes.

Les journaux Grande Région soulèvent une vague d'indignation de nos téléspectateurs et les journalistes essuient chaque jour des reproches à votre place sur le terrain.

Les exemples se multiplient d'actualités non couvertes, surtout lorsque ces événements ont lieu dans l'antenne qui ne pilote pas le journal.

Les salariés, motivés au printemps dernier pour faire vivre les antennes communes, ne le sont plus du tout aujourd'hui, tant ces dernières mutualisations prises sous couvert de protection sanitaire se révèlent être de pures mesures d'économies comptables.

La situation sanitaire est certes encore préoccupante, mais pas au même niveau partout. Et cela ne vous empêche pas, monsieur le Directeur du Réseau, de venir en présentiel inaugurer la matinale France Bleu Normandie sur l'antenne de France 3 à Rouen !

On constate surtout que les économies réalisées sont substantielles. A combien s'élèvent-elles depuis le début de la pandémie en monnaie sonnante et trébuchante, c'est-à-dire en ETP ? On nous parle de 11 millions € économisés sur la masse salariale.

Le SNJ vous demande donc solennellement d'annoncer la reprise, dès la semaine prochaine, des JT par antenne y compris le week-end.

Maintenir des éditions communes est peut être commode par souci comptable mais reste dangereux pour l'image de notre entreprise car, nous le répétons, cela reste difficilement compréhensible et acceptable pour les téléspectateurs qui nous regardent et les professionnels qui concourent à diffuser l'information.

Aujourd'hui le réseau se sent tiré vers le bas... la confiance est rompue, le lien avec les téléspectateurs en proximité se distend et ce sont de vrais signaux d'alerte que nous portons à votre connaissance.

Si tant est que vous vous souciez encore et des salariés de cette entreprise et des téléspectateurs qui nous regardent.

Le 28 avril 2021